

« Le peuple portugais est contre-révolutionnaire. » La perspective de la presse espagnole sur la révolution portugaise de 1974-1975

Rita Luís

Prétendre que le peuple qui fait la révolution est, du point de vue du pays voisin, contre-révolutionnaire relève quelque peu de la provocation. Cela permet néanmoins d'expliquer en partie la façon dont la presse espagnole a couvert le processus révolutionnaire portugais. D'une manière générale, cette couverture a été partielle. Non seulement car une grande partie des sujets révolutionnaires est absente, mais aussi parce que l'analyse est faite d'un point de vue qui place la modération comme condition nécessaire au bon déroulement du processus.

Pour l'essentiel, ces caractéristiques de la couverture médiatique sont manifestes dans l'utilisation différenciée des concepts de « peuple » et de « masses » et dans la légitimité qui est, en conséquence, conférée à certaines actions au détriment d'autres. Comme nous essaierons de le démontrer, l'organisation fondamentale du discours dominant de la presse espagnole découle de cette utilisation différenciée de deux concepts pour une entité supposée unique. D'un côté, quand il est question de modération, on parle de « peuple », doté dès lors d'un potentiel de souveraineté et de légitimité. C'est le cas lorsqu'est évoquée une révolution sans effusion de sang. À l'inverse, le terme de « masses » est employé quand les actions sont organisées et manipulées par d'autres entités : les partis politiques principalement. Les « masses » s'opposent au « peuple », sujet qui exerce des volontés. Quand des situations où domine la légitimité révolutionnaire sont décrites, ce n'est pas le « peuple » qui est invoqué mais les « masses ».

La neutralisation du processus révolutionnaire portugais opérée par la presse espagnole s'explique, en grande partie, par cette utilisation différenciée de ces deux concepts. Ces derniers incorporent également l'établissement d'un antagonisme entre légitimité révolutionnaire et légitimité démocratique.

Le régime franquiste et la sphère publique

La manière dont la sphère publique espagnole, fortement conditionnée par le pouvoir de l'État franquiste, réagit au processus révolutionnaire portugais est liée, d'une part, au rapport de proximité entre les deux pays (et entre les deux régimes) et, d'autre part, à l'impasse dans laquelle se trouve le régime franquiste. À cette époque, l'Espagne est une dictature qui, comme la dictature portugaise, a survécu à la Seconde Guerre mondiale. L'Espagne assiste à la décadence physique du dictateur en fonction depuis 1939. En raison de la dégradation de l'état de santé du général Francisco Franco pendant l'été 1974, le prince Juan Carlos se retrouve, pour la première fois, à la tête de l'État, présence qui suggère la mort prochaine du dictateur. En Espagne, l'attention portée à la chute de la dictature du pays voisin et à l'éclosion

d'un processus révolutionnaire inhabituel dans le contexte géopolitique de l'époque est immense. L'intérêt que l'Espagne porte au Portugal provient en grande partie de la médiation qui est faite des événements. La presse espagnole parle du Portugal car elle ne peut pas parler de l'Espagne.

La relation historique entre le Portugal et l'Espagne et, surtout, la coïncidence chronologique, et dans une certaine mesure idéologique, entre le franquisme (1939-1975) et l'*Estado Novo* (l'État nouveau, 1933-1975), – les régimes autoritaires qui ont gouverné les pays ibériques pendant une grande partie du XX^e siècle –, ont intéressé plusieurs historiens. Sánchez Cervelló¹ a inauguré ce champ d'étude. Selon lui, le processus révolutionnaire portugais a influencé la transition démocratique en Espagne. La trajectoire commune des deux pays – le régime franquiste commence à disparaître une année après la chute de l'*Estado Novo* et les deux pays adhèrent, au même moment, à la Communauté économique européenne en 1986 – incite à la comparaison. L'idée d'une « transition ibérique », composée de deux séquences qui s'influencent mutuellement, a, du reste, été avancée².

Pendant les dix-neuf mois qui séparent le coup d'État qui a mis à bas l'*Estado Novo* et la mort de Franco, les événements se sont succédés rapidement au Portugal : six gouvernements provisoires, deux présidents de la République, le démantèlement de l'appareil répressif de la dictature, plusieurs mouvements militaires, les premières élections au suffrage universel pour désigner une assemblée Constituante, un processus de réforme agraire, l'imposition sur l'agenda du droit à l'habitation, la nationalisation du système bancaire, etc. En Espagne, la répression s'intensifie significativement en 1975. Par exemple, le 25 avril 1975, date des premières élections libres au Portugal, l'état d'exception, le dernier du franquisme, est décrété durant trois mois dans les provinces basques de Guipúzcoa et de Vizcaya ; les revues comme *Cambio 16*, *Codorniz*, *Triunfo*, *Mundo* ou *El Pápus* sont suspendues pour trois, quatre ou huit mois ; au moins sept prisonniers politiques sont fusillés en 1974 et en 1975. À la suite de l'assassinat par l'ETA du chef du gouvernement, Luís Carrero Blanco, le 20 décembre 1973, le nouveau cabinet de Carlos Arias Navarro annonce la libéralisation du régime, avant même l'éclosion de la révolution au Portugal. Pendant plusieurs mois, la création d'associations politiques à l'intérieur de la structure du mouvement national et une possible liberté de la presse sont discutées. En vain. L'« esprit du 12 février (1974) », date d'un discours réformiste d'Arias Navarro aux *Cortes*, ne survit pas à la fin de l'année 1974. La presse, par exemple, n'est pas libéralisée. Au contraire : de nouvelles lois répressives sont adoptées dans le cadre de

¹ Josep Sánchez Cervelló, *A Revolução Portuguesa e a sua influência na transição Espanhola (1961-1974)*, Lisboa, Assírio e Alvim, 1993.

² Encarnación Lemus, *Estados Unidos y la transición española: Entre la revolución de los claveles y la marcha verde*, Madrid, Sílex, 2011 ; et du même auteur : *En hamelin...La transición española más allá de la frontera*, Oviedo, Septem, 2001 ; Alberto Carrillo-Linares, Miguel Cardina, « Contra el Estado Novo y el Nuevo Estado : el movimiento estudiantil ibérico antifascista », *Hispania. Revista española de historia*, vol. LXXII, n° 242, 2012, pp. 639-668 ; Alberto Carrillo-Linares, « Entre el universo simbólico y el mundo real : contactos y recepciones clandestinas de la extrema izquierda hispano-lusa en torno al 25 de abril », dans Fernando Rosas, Encarnación Lemus et Raquel Varela (dir.), *El Fin de las dictaduras ibéricas, 1974-1978*, Sevilla, CEA/Lisboa, Edições Pluma, 2010, p. 161-183 ; Ángeles González, « Los empresarios ante los procesos democratizadores : las experiencias portuguesa y española », dans Fernando Rosas, Encarnación Lemus e Raquel Varela (dir.), *El Fin de las dictaduras ibéricas...*, op. cit., p. 185-208 ; Inmaculada Cordero, « "Lo que no debe ser". La revolución Portuguesa en la prensa española », dans Fernando Rosas, Encarnación Lemus et Raquel Varela (dir.), *El Fin de las dictaduras ibéricas...*, op. cit., p. 63-86.

l'État d'exception. Il est donc possible d'envisager l'existence d'un rapport de causalité ou d'une corrélation entre le développement du processus révolutionnaire portugais et l'augmentation de la répression en Espagne en 1975. En effet, le mouvement de libéralisation amorcé en Espagne avant le coup d'État au Portugal a été freiné au moment de la révolution portugaise, contribuant ainsi, dès le début de l'année 1975, à la formation d'un discours unique dans la presse espagnole.

Pour observer le processus révolutionnaire au Portugal selon le point de vue espagnol, nous avons choisi, pour diverses raisons, d'étudier la presse quotidienne³. L'État détenant le monopole sur l'audiovisuel, c'est donc dans le cadre de la presse écrite que s'ouvre un espace de possible dissension face au discours officiel de l'État. En effet, en 1974, tant en Espagne qu'au Portugal, seule la télévision publique existe et un discours officiel rigide s'y développe. Même s'il existe des radios privées, l'information est là aussi, un monopole étatique, celui de la Radio Nacional de España (RNE). Jusqu'en octobre 1977⁴, toutes les radios doivent retransmettre, deux fois par jour, les journaux de la RNE qui constituent dès lors les uniques journaux. Les moyens audiovisuels, ainsi contrôlés, sont un instrument du régime. Dès lors, en dépit de l'existence d'une presse officielle et de la censure⁵, la presse écrite développe des manières de voir que l'on ne trouve pas à la télévision et à la radio.

Compte tenu du rôle de la presse écrite dans l'accès à la sphère publique à cette époque, choisir ce média comme objet d'étude permet d'examiner la manière dont est discuté le processus révolutionnaire portugais et de comprendre certains aspects de la sphère publique franquiste, comme son caractère excluant qui entraîne la

³ La délimitation du corpus – la presse quotidienne – a été faite selon un niveau chronologique et thématique. Nous avons utilisé une définition opérationnelle de la révolution portugaise et, à partir de cette définition, ont été considérées les « unités de rédaction » (Jacques Kayser, *Le quotidien français*, Paris, Armand Colin, 1963) publiées dans cinq quotidiens : trois madrilènes (l'officiel *Arriba*, le monarchiste *ABC* et le progressiste *Informaciones*) et deux barcelonais (le monarchiste catalan *La Vanguardia española* et le plus récent *Tele/express*). La définition de trois moments a non seulement guidé la construction de l'échantillon multi-étape (Roger D. Wimmer et Josep R. Dominick, *Mass Media Research. An Introduction*, Belmont/California, Wadsworth, 2011, pp.162-164) comme il a défini quand, quel type et comment classifier le matériel réuni : 90 éditoriaux, 280 « articles », une catégorie étendue de manière à englober tant l'opinion comme l'interprétation des événements, 286 chroniques d'envoyés spéciaux et 376 chroniques de correspondants. Les vingt moments à analyser proviennent de l'étude longitudinale des éditoriaux publiés par les cinq journaux. Une majorité d'éditoriaux publiés correspond aux principaux événements, comme les manœuvres militaires, tant celles réussies que celles qui ont échoué, les processus électoraux de 1975 et 1976, et des moments décisifs politiquement comme la chute du général Spínola après le 28 septembre 1974, l'appui du MFA à la proposition communiste d'unité syndicale, la période qui est restée connue comme l'été chaud en 1975 et le processus de décolonisation dans sa globalité. Une minorité d'éditoriaux correspond à un moment d'intérêt particulier comme cela a été le cas de l'attaque des installations diplomatiques espagnoles, le 27 septembre 1975, après l'exécution de militants anti-franquistes qui a causé d'intenses protestations internationales, et les moments qui ont précédé les mouvements militaires du 25 novembre 1975. Ces deux moments possèdent un intérêt particulier : le premier est vu comme une atteinte directe à l'État espagnol dominé par le régime franquiste et, pour cela, la majorité des journaux ne l'évoque pas, car seul subsiste un discours proche du régime ; le second coïncide chronologiquement avec la mort de Franco. Enfin, les événements qui ont reçu l'attention d'un seul journal sont considérés d'intérêt individuel.

⁴ Armand Balsebre, *Historia de la radio en España 1939-1985*, vol. 2, Madrid, Cátedra, 2002.

⁵ La censure est, dans le cas espagnol, sophistiquée et pernicieuse. En effet, après la publication de la loi de la Presse et de l'Impression de 1966, ce sont les directeurs des publications qui ont la responsabilité de ce qui a été publié. Néanmoins, avec cette loi, la presse, qui jusqu'alors était régulée par une loi d'inspiration italienne publiée pendant la guerre civile (1938), est devenue apparemment plurielle, surtout en comparaison avec la situation antérieure. Carlos Barrera, *Periodismo Y Franquismo : De La Censura A La Apertura*, Barcelona, Ediciones Internacionales Universitarias, 1995.

déformation du discours journalistique espagnol. Quand nous faisons référence au concept de « sphère publique », nous acceptons les critiques⁶ adressées à la notion universelle proposée par Jürgen Habermas⁷. Nous pensons notamment aux critiques de Nancy Fraser qui, s'appuyant sur le travail empirique de plusieurs historiens⁸, avance que les exclusions, basées sur des critères comme la classe, le genre ou la race, dans l'accès à la sphère publique bourgeoise ne sont pas accidentelles mais qu'elles sont constitutives du concept même de « sphère publique ». Néanmoins, comme la possibilité de participer à la sphère publique pendant le franquisme est, de fait, limitée, non seulement pour des critères politiques, mais aussi pour les mêmes types d'exclusions que Fraser impute au modèle d'Habermas, cette conceptualisation du philosophe allemand fait précisément sens. C'est précisément parce que ces exclusions sont inhérentes au concept de « sphère publique », comme le défend Nancy Fraser, que ce concept est utile dans le cadre d'une dictature qui, par définition, exclut.

Dans cette perspective, nous prétendons démontrer comment l'opposition entre les catégories de « masses » et de « peuple » incorpore l'établissement d'un antagonisme entre légitimités révolutionnaire et démocratique qui, par équivalence, se transforment en extrémisme et en modération. En ôtant la légitimité aux acteurs des événements révolutionnaires, en les concevant comme des masses, on cherche à retirer toute légitimité à l'événement lui-même. L'inverse est valable : en attribuant au peuple la responsabilité d'événements considérés représentatifs de la démocratie – car modérés : la révolution sans effusion de sang, les élections, etc. –, on confère à ces événements une légitimité que l'entité de « peuple » incorpore. Cet antagonisme permettra aux partisans de la modération de devenir dominants, conditionnant, de cette façon, les champs du possible du discours sur la révolution portugaise dans la presse espagnole.

Notre intérêt réside précisément dans le conditionnement subtil du discours. Le consensus qui semble s'établir face au processus portugais est le suivant : sa modération est la condition nécessaire à l'instauration d'une démocratie. Pour essayer de comprendre comment ce discours s'impose, nous pouvons retenir l'idée que toute forme de consensus est le résultat d'une articulation hégémonique, impliquant une notion de « domination », dans laquelle les moyens de communication possèdent, précisément, un rôle privilégié, et véhiculant ce que Gramsci a appelé la « guerre de position » et que Ernesto Laclau nomme le « jeu politique ». Ce jeu est, selon cet auteur, « une logique de déplacement des frontières politiques⁹ ». En d'autres termes, c'est une façon de délimiter les camps antagonistes à partir d'un point du conflit qui peut être à chaque fois plus petit à mesure qu'il devient dominant.

⁶ Peter Uwe Hohendahl, Marc Silberman, « Critical Theory, Public Sphere and Culture. Jürgen Habermas and His Critics », *New German Critique*, n° 16, 1979, p. 89-118.

⁷ Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1997.

⁸ Joan Landes, *Women and the Public Sphere in the Age of French Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1988 ; Geoff Eley, « Nations, Publics, and Political Cultures: Placing Habermas in the Nineteenth-Century », dans Craig Calhoun (ed.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, MIT, 1992, p. 289-339 ; Mary P. Ryan, « Gender and Public Access : Women's Politics in Nineteenth-Century America », dans Craig Calhoun (ed.), *Habermas and the Public Sphere*, op. cit., p. 259-288 et du même auteur : *Women in Public : Between Banners and Ballots, 1825-1880*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1990.

⁹ Ernesto Laclau, *On Populist Reason*, London, Verso, 2005, p. 153.

Les masses et le peuple dans l'organisation du discours de la presse

En ce sens, nous sommes devant une période – entre la publication du livre du général Spínola, *Portugal e o futuro* (Portugal et le futur) en février 1974, et les premières élections constitutionnelles en avril 1976 – durant laquelle les possibilités d'assumer des discours dissidents face au discours dominant diminuent à mesure que le processus révolutionnaire se radicalise. Si, initialement, avant et peu après le coup d'État du 25 avril 1974, il est possible de discerner, dans la presse quotidienne espagnole, deux discours qui s'opposent en ce qui concerne, notamment, l'appui à l'*Estado Novo*, la dénonciation de ses dispositifs coercitifs et le problème colonial, cette possibilité diminue au fur et à mesure du développement du processus révolutionnaire. Il est également possible de confronter ces discours initialement distincts avec les deux cultures politiques qui existent sous le franquisme et qui se définissent dans leur relation avec le régime : s'identifiant à lui ou s'y opposant¹⁰. Mais il ne sera plus possible de le faire à partir du moment où le processus de radicalisation s'installe au Portugal.

La radicalisation du processus révolutionnaire passe, en partie, par un changement visible des acteurs au niveau institutionnel. Le général Spínola, qui devient président de la République après le coup d'État mené par le Mouvement des Capitaines (qui devient plus tard le Mouvement des forces armées, MFA), sort de scène à la fin du mois de septembre 1974. Sa tentative de légitimer sa position au pouvoir à travers le changement du calendrier électoral s'est matérialisée dans la convocation de la « majorité silencieuse » constituée par ses appuis. La mobilisation contre cette manifestation l'oblige à quitter la présidence. Spínola est alors remplacé par le général Costa Gomes qui reste au *Palácio de Belém* jusqu'à l'élection, en 1976, du général Ramalho Eanes. En juillet 1974, le colonel Vasco Gonçalves devient Premier ministre, poste qu'il garde jusqu'à la fin de l'été 1975, quand il est remplacé par l'amiral Pinheiro de Azevedo. Au cours de cette période, il dirige quatre gouvernements provisoires. La chute de Gonçalves s'esquisse lorsque les deux partis ayant obtenu le plus de voix lors des élections constituintes du 25 avril 1975, le Parti socialiste et le Parti populaire démocratique, quittent le quatrième gouvernement provisoire dans lequel ne restent plus que des ministres indépendants et les membres du Parti communiste portugais et du Mouvement démocratique portugais. La presse espagnole, parce qu'elle se focalise sur les institutions et le sommet de la hiérarchie du pouvoir, ne retient de tous les acteurs de la révolution que quelques figures militaires (et éventuellement des partis politiques), comme António de Spínola, Vasco Gonçalves ou Otelo Saraiva de Carvalho, laissant de côté, un acteur collectif tel que le MFA. C'est l'un des points où le conditionnement inhérent à la sphère publique est le plus évident et se traduit par l'absence de traitement du sujet révolutionnaire.

Cette radicalisation implique la transformation progressive du discours. Une grille d'analyse de l'antagonisme, basée sur le couple extrémisme/modération, se met en place. Il est habituel de considérer que la radicalisation du processus révolutionnaire portugais commence après le coup d'État manqué du 11 mars 1975, dirigé par le général Spínola. Pour la presse espagnole, les événements les plus « visibles » sont la nationalisation de la banque et la création du Conseil de la Révolution qui

¹⁰ José Reig Cruaños, *Identificación y alienación. La cultura política y el tardofranquismo*, Valencia, Publicacions de la Universitat de València, 2007.

surviennent peu après le 11 mars. Néanmoins, cet événement semble surtout retirer de l'importance aux premières élections qui s'approchent, instaurant une logique distincte de celle que la presse approuve : la légitimité révolutionnaire. L'établissement de l'antagonisme extrémisme/modération contribuera à rendre la légitimité révolutionnaire synonyme d'extrémisme.

L'opposition masses/peuple devient un instrument fondamental de cette réarticulation des équivalences : l'extrémisme devient synonyme de légitimité révolutionnaire qui, elle, est opposée à la légitimité démocratique, synonyme de modération.

Le peuple est le plus souvent entendu comme une entité qui possède une continuité dans le temps et qui est souverain, ayant, pour cela, la possibilité de conférer la légitimité à l'État moderne. Par opposition, les masses, dans un sens qui rappelle la multitude de Gustave Le Bon ou de Gabriel Tarde, sont considérées comme manipulables et manipulées par les partis politiques qui les intègrent et, d'une certaine façon, les commandent et imposent au peuple une révolution qu'il ne veut pas.

Ainsi, les masses sont toujours reliées aux actes de rue des partis politiques, de manière assez dépréciative. Cela suggère une certaine méfiance, si ce n'est vis-à-vis de tous les partis, du moins vis-à-vis des partis communistes. Selon l'ensemble de la presse espagnole, les masses désignent ceux que les partis, de gauche en général mais surtout le PCP, réussissent à rassembler pour dominer la rue lors de moments déterminants. C'est le cas des manifestations concernant la question syndicale ou le siège de l'Assemblée constituante par des travailleurs du bâtiment.

D'un côté, en janvier 1975¹¹, un désaccord concernant l'organisation syndicale provoque une scission au sein du III^e gouvernement provisoire et l'opposition entre le PCP et le PS. Le parti socialiste s'insurge contre la proposition d'unicité syndicale qui implique l'existence d'une unique centrale syndicale. La contestation passe des pages des journaux à la rue. Chaque parti organise plusieurs manifestations. Ce moment de scission entre membres du même gouvernement coïncide chronologiquement avec le siège, par des militants gauchistes, du congrès de la Démocratie chrétienne européenne à Porto. La séquence des manifestations et des protestations se mélange avec le siège de Porto et devient un événement présenté par la presse espagnole comme l'irruption de la violence dans le processus révolutionnaire portugais. Violence qui, selon la presse espagnole, avait déjà été suggérée par la chute du général Spínola en septembre 1974. C'est dans ce sens que l'on peut dire que la transformation du discours est progressive : les semaines suivantes, plusieurs événements provoquent l'inquiétude de la presse espagnole. Cette situation établit comme évidente la prépondérance de l'extrémisme dans le processus et c'est à ce moment, pour la première fois, que le processus révolutionnaire est ouvertement décrié. La question de l'unicité syndicale, surtout parce qu'elle est appuyée par le MFA, devient, par métonymie, la question de la définition du régime qui, comme les événements de Porto le suggèrent, chemine vers l'impossibilité de l'existence du pluralisme.

D'un autre côté, toujours en 1975, mais cette fois le 12 novembre¹², en pleine crise de l'État¹³, les travailleurs du bâtiment assiègent le palais de São Bento où se réunit

¹¹ José Salas, « El caracter que se otorgue a los sindicatos puede ocasionar una crisis gubernamental », *ABC*, 14 janvier 1974, pp. 33-34.

¹² José Javaloyes, « Cerco a las mayorías », *ABC*, 14 novembre 1975, p. 23.

l'Assemblée constituante, maintenant les députés à l'intérieur durant cette nuit. Ce qui était à l'origine une manifestation du secteur du bâtiment, basée sur des revendications salariales, devient, dans son ensemble, une manifestation contre le VI^e gouvernement provisoire dont le Premier ministre, Pinheiro de Azevedo, est abondamment sifflé. À la suite de l'accélération de la révolution, la constitution du V^e gouvernement, qui ne dure que pendant l'été 1975 et qui est dépourvu de membres des deux partis les plus représentés à l'Assemblée, est devenue un symbole de la légitimité révolutionnaire et l'objet d'indignation d'une partie de la presse espagnole. Dans ces deux événements, l'adhésion des travailleurs aux manifestations est également décrite par les journalistes de l'officieux *ABC* comme une manipulation des masses par le PCP. Une idée qui amène avec elle le parallèle des légitimités en conflit : les minorités (surtout si elles sont communistes) peuvent ligoter les majorités, comme le titre même de la chronique le démontre : « siège aux majorités ». Il n'est pas établi une complète distinction entre les différents partis gauchistes actifs au Portugal, ces derniers étant souvent considérés comme le bras armé chahuteur du PCP.

La catégorie « peuple », à l'inverse, apparaît associée à des valeurs connotées avec la modération, mais aussi avec l'*aperturismo* (l'ouverture) : le civisme, le centrisme, l'anticommunisme et le refus des extrémismes. Le peuple est, naturellement, l'entité qui valide la légitimité démocratique.

Pour cela, cette catégorie est utilisée immédiatement après le coup d'État du 25 avril et, particulièrement, pendant la gigantesque manifestation du 1^{er} mai 1974. Lors de ce moment fondateur, le civisme des manifestants, ainsi que la bonne ambiance générale sont soulignés : « Le rire est contagieux, la joie est sympathique par nature et dans la caisse de résonance humaine les notes que ce peuple joue trouvent un profond écho¹⁴. » Cet événement est perçu comme synonyme de fête et de paix, en dépit de quelques exceptions, surtout au sein de l'aile dure du régime.

Cette catégorie est reprise pour célébrer les résultats des élections d'avril 1975, qui sont considérées comme une victoire de la modération. Sont alors élus les membres de l'Assemblée constituante, pour la première fois dans l'histoire du pays au suffrage universel. Les circonstances pendant lesquelles les élections se déroulent sont, néanmoins, particulières. Elles surviennent quelques semaines après le coup d'État raté du 11 mars, événement qui a provoqué la radicalisation du processus révolutionnaire. Au-delà des nationalisations, de la suspension de plusieurs partis, de l'institutionnalisation du MFA, au sein du Conseil de la Révolution, et d'un nouveau gouvernement provisoire, le IV^e, les élections se déroulent dans le contexte du premier pacte MFA-partis politiques. Ce document, que tous les partis n'ont pas ratifié et que la plupart n'apprécient pas, détermine notamment la structure des futurs organes du pouvoir, les conditions de mise en pratique de la Constitution et ses modes de révision et, surtout, le statut autonome des forces armées. Bien qu'il ne soit pas entré en vigueur, car il a été reformulé avant l'approbation de la Constitution de 1976, ce pacte a été considéré par l'ensemble de la presse espagnole comme coercitif. Dès lors, les élections de 1975 surgissent dans un climat de méfiance considérable.

¹³ Diego Palacios, *O poder caiu na rua. Crise de Estado e ações colectivas na Revolução Portuguesa 1974-1975*. Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, 2003.

¹⁴ Eduardo Barrenechea, « Inquietud en los círculos económicos portugueses », *Informaciones*, 1^{er} mai 1974, p. 32.

Ainsi, avant que les résultats ne soient connus, pour des journalistes officieux comme Salvador López de la Torre et José Salas¹⁵, les masses sont celles que les partis, en général et pas seulement les communistes¹⁶, réussissent à convaincre de voter en leur faveur¹⁷. Cette vision suggère un certain mépris pour ces élections. En ce sens, le futur député du parti d'Afolfo Suárez, l'UCD, Carlos Sentís¹⁸, même après les résultats connus et en dépit de les considérer comme « beaux », condamne l'attitude du MFA qui, selon lui, révèle le manque de démocratie.

Une fois les résultats des élections annoncés, la presse quotidienne espagnole met globalement en avant la victoire de la modération. Dans la perspective espagnole, cela signifie la mise à l'écart du pouvoir du PCP qui n'a récolté que 12,46 % des suffrages tandis que le PS a obtenu 37,89 % des voix et le PPD 26,39 %. Face à ces résultats, le concept de « peuple » émerge de nouveau et on souligne, dans ce cas, l'adhésion du peuple à la légitimité démocratique et, en conséquence, le refus de la légitimité révolutionnaire.

Cette victoire et le peuple qui l'a permise sont amplement célébrés. Tant le correspondant à Lisbonne de l'officiel *Arriba*, José Reis, que l'envoyé spécial par excellence, Augusto Assia¹⁹, ont recours à l'idée du « bon peuple portugais », expression non dénuée de réminiscences à l'*Estado Novo*. C'est à ce « peuple authentique, les six millions d'électeurs, les gens qui travaillent et reçoivent leur salaire, le gérant avec difficulté, [et qui] est, traditionnellement, un peuple affable et délicat (...)»²⁰ que se doivent le civisme et la tranquillité²¹ avec lesquels a eu lieu tout le processus électoral. Carlos Sentís fait également référence au peuple travailleur, mais il note combien la fureur politique l'a distrait de sa mission principale : produire²².

¹⁵ Tous les deux sont des journalistes vétérans qui ont participé à la guerre civile du côté des rebelles. López de la Torre (1919-1921) a également été membre de la Division Bleue (« *Division Azul* ») qui a lutté pendant la Seconde Guerre mondiale sur le front soviétique. Salas (1914-1979), monarchiste et Marquis de Guiror en 1976, écrit pour *ABC* depuis la fin des années 1950. Il arrive à Lisbonne pour suivre de près Don Juan de Borbón, exilé à Estoril depuis 1946. De son côté, López de la Torre, journaliste de l'agence EFE et de l'agence Pyresa, de la Cadena del movimiento, couvre depuis longtemps les événements politiques. Il a été l'un des rares envoyés spéciaux de cet échantillon à couvrir à la fois le Portugal pendant l'été chaud, le sommet d'Helsinki en août 1975 et la conférence des Partis socialistes de l'Europe du Sud, à Paris, au début de l'année 1976.

¹⁶ Salvador López de la Torre, « Los grandes partidos miden sus fuerzas », *Arriba*, 22 avril 1975, p. 15

¹⁷ José Salas, « Hoy comienza la campaña electoral portuguesa », *ABC*, 2 avril 1975, p. 1.

¹⁸ Carlos Sentís, « La rosa y el clavel », *Informaciones*, 19 mai 1975, p. 18-19.

¹⁹ Augusto Assia, pseudonyme du Galicien Felipe Fernández Armesto (1904-2002), est une des références du journalisme espagnol. Conservateur et possédant une vision profondément élitiste de la société, il est un anticommuniste véhément et décomplexé, même si on le suspecte d'avoir quitté la militantisme communiste en 1933, militantisme qu'il a toujours nié. Il a appartenu à la faction nationaliste pendant la guerre civile. Étudiant en Allemagne pendant les années 1920, il commence à écrire des chroniques pour différents journaux espagnols, comme *Informaciones* ou *ABC*. Grâce à la popularité de ses articles, le quotidien catalan *La Vanguardia* l'engage comme correspondant à Berlin. Jusqu'en 1933, date à laquelle il est expulsé du pays, il décrit la montée de l'influence du national-socialisme dans la société allemande. Après la guerre civile, il devient correspondant du journal à Londres, où il vit la Seconde Guerre mondiale. Il compte ensuite parmi les rares journalistes espagnols à couvrir le procès de Nuremberg. Toujours comme correspondant du journal catalan, qui après la guerre civile est contraint de prendre pour titre *La Vanguardia Española*, il séjourne durant les années 1950 et 1960 aux États-Unis et en Allemagne fédérale. À partir de 1964, il devient exclusivement un envoyé spécial, participant ainsi à une grande part des événements majeurs mondiaux.

²⁰ José Reis, « Dos partidos que esperaban mejor resultado », *Arriba*, 27 avril 1975, p. 12.

²¹ José Reis, « Colas desde la dos de la madrugada », *Arriba*, 26 avril 1975, p.14.

²² Carlos Sentís, « La rosa y el clavel », *op. cit.*, pp. 18-19.

Les résultats sont censés révéler l'essence du peuple portugais : « Une fois de plus le peuple s'est montré tel qu'il est, sans les appuis extrémistes et sans se laisser entraîner par eux²³. » Et, de cette façon, l'idée que la souveraineté doit seulement résider dans le peuple est réaffirmée par la presse espagnole²⁴. De même, les élections apparaissent comme la seule façon de connaître l'opinion du peuple et de savoir sans équivoque qui sont ses représentants légitimes. Idées qui sont relativement étranges dans un régime autoritaire comme le franquisme, mais qui sont fortement et fréquemment défendues dans *ABC* par son correspondant à Lisbonne²⁵.

Plus tard, lors d'une conférence de presse improvisée au moment des élections de 1976, Felipe González, alors secrétaire général du Partido Socialista Obrero Español (PSOE), dont la présence à Lisbonne n'est annoncée que par quelques journaux, affirme : « nous désirons, pour le bien de l'Espagne, que se maintienne au Portugal le spectre politique issu des élections de l'année dernière²⁶ », car « il en va de l'intérêt de l'Espagne que le processus politique portugais persiste, de manière à ce que la gauche gouverne. Un gouvernement de droite renforcerait les thèses réformistes²⁷ ». Il ajoute par ailleurs que s'il se trouvait dans les mêmes conditions, il défendrait une coalition entre le PS et le PCP. Tant Felipe González que le journal officiel *ABC* donnent au processus électoral la même centralité. Cependant, les perspectives de chacun ne sont pas identiques. Pour ces premières élections constitutionnelles, réalisées dans un contexte très différent, car la légitimité révolutionnaire n'a plus la même force, le « peuple » confirme être l'élément souverain dont la légitimité électorale a besoin²⁸.

Ainsi, les défenseurs de la légitimité révolutionnaire au Portugal – les mouvements sociaux, les partis gauchistes, la faction défendant le pouvoir populaire au sein du MFA, le PCP, etc. – sont transformés en ennemis de la légitimité électorale et, en conséquence, de la modération. Dès lors, dans le contexte espagnol, les appuyer devient une position extrémiste. D'un autre côté, la défense de la modération rassemble à la fois les anciens soutiens et les anciens détracteurs de l'*Estado Novo*. En dernière instance, on peut dire que la révolution portugaise permet à une partie de la culture d'identification avec le régime franquiste de se présenter en soutien convaincu de la démocratie et des processus démocratiques, une fois que ces derniers sont désormais définis par leur opposé : la révolution.

Néanmoins, le discours dominant qui pose la dichotomie masses/peuple comme centrale est parfois défié par certaines voix plus marginales, comme celle du militant communiste Jordi Borja. Au moment où l'Organización Comunista de España-Bandera Roja s'intègre au sein du Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC), Borja, même s'il n'est pas journaliste, écrit fréquemment des articles d'opinion dans *Cuadernos para el Dialogo* ou dans *Tele/eXprés*. Dans cette dernière publication, Borja défie la définition dominante de l'extrémisme en présentant la démocratie au-delà de son acception représentative et en mettant en rapport le processus de démocratisation qui a lieu au Portugal avec une démocratisation des structures,

²³ José Reis, « Dos partidos que esperaban mejor resultado », *op. cit.*, p. 12.

²⁴ Jaume Miravittles, « Cifras portuguesas », *Tele/eXprés*, 30 avril 1975.

²⁵ José Salas, « Los portugueses votaron con serenidad y orden », *ABC*, 26 avril 1975, pp. 15-16.

²⁶ Margarita Sáenz-Diez, « Portugal : con sus 106 escaños de una asamblea de 263, el PS insiste en que va a gobernar solo », *La Vanguardia española*, 26 avril 1976, p. 23.

²⁷ Fernando Jáuregui, « (Don Felipe Gonzalez revela en Lisboa) El PSOE se aliaría con el Partido Comunista si se dieran en España las circunstancias portuguesas », *Informaciones*, 26 avril 1976, p. 3.

²⁸ Editorial, « Los vaivenes portugueses », *La Vanguardia española*, 30 janvier 1976, p. 3.

notamment des structures économiques, à travers les nationalisations et la réforme agraire²⁹. Borja, qui se rend plusieurs fois au Portugal entre 1974 et 1975, développe un discours qui est, sans aucun doute, minoritaire et dans lequel le peuple portugais est impliqué dans le processus de démocratisation précisément à travers ce qui est considéré majoritairement comme de l'extrémisme et, pour cela, contraire à la légitimité démocratique.

Mais la vision dominante est sans aucun doute celle exprimée par Ramón Trias Fargas, futur député du parti de la droite catalaniste *Convergència i Unió*, à la suite des premières élections réalisées au Portugal : « Nos immobilistes pensent, à partir de maintenant, que le peuple – le peuple simple, le citoyen normal et courant, la majorité anonyme, les personnes communes – est l'unique chose décente sur laquelle nous comptons. À eux, il est juste, voire même approprié, que nous confions notre futur politique³⁰. » Le Portugal est pris pour exemple car le processus électoral s'est soldé par une défaite du Parti communiste. Un peuple, même sorti récemment d'une longue dictature, peut être électoralement modéré et conservateur.

La construction du peuple contre-révolutionnaire

Pendant le dénommé « été chaud », entre juillet et septembre 1975, quand l'antagonisme entre l'extrémisme et la modération domine déjà le discours journalistique sur le Portugal, plusieurs épisodes de violence se déroulent au nord du Portugal, ayant pour cible des sièges et/ou des militants communistes. Ces actions contre-révolutionnaires, dont les auteurs auraient facilement pu être placés dans la catégorie de « foule », sont attribuées précisément au « peuple portugais », leur conférant ainsi une légitimité. De cette manière, la catégorie de « peuple », qui jusqu'alors incorporait les agents de la modération, inclut également les acteurs de cette violence. Plusieurs facteurs expliquent cette situation.

D'un côté, ce sont les journaux officiels ou officieux, par exemple *Arriba* ou *ABC*, qui consacrent, pour diverses raisons, le plus d'attention au Portugal pendant l'été 1975³¹. *Informaciones*, *Vanguardia Española* et *Tele/Exprés* n'ont plus de journalistes au Portugal pendant cette période. Le déséquilibre dans la couverture médiatique explique largement la distorsion du discours journalistique.

D'un autre côté, cette distorsion résulte également de la nature réduite et excluante de la sphère publique franquiste. Cette nature favorise la domination de l'antagonisme entre extrémisme et modération car, au sein de la sphère publique franquiste, la culture politique de l'identification au régime est prépondérante tandis que la culture politique de l'opposition, déjà peu présente en 1974, est progressivement contrainte au silence. Ce silence commence à se faire sentir à partir de janvier 1975, au moment des débats liés à la question syndicale, lorsque le processus révolutionnaire portugais est de plus en plus associé à la violence et à l'impossibilité du pluralisme. Au fur et à mesure de la radicalisation de la situation, le

²⁹ Jordi Borja, « La revolución Portuguesa », *Tele/Exprés*, 14 avril 1975, p. 5.

³⁰ Ramón Trias Fargas, « Más lecciones desde Portugal. Lo único decente con que contamos », *La Vanguardia española*, 10 mai 1975, p. 15.

³¹ Eduardo Barrenechea, d'*Informaciones*, n'est plus au Portugal à partir de la fin du mois de juin. Quant à Alberto Miguez, de *La Vanguardia Española*, il séjourne plusieurs semaines en Angola et au Mozambique. *Tele/Exprés* n'a plus personne au Portugal à ce moment-là.

silence de la culture politique opposée au franquisme s'accroît. L'articulation hégémonique extrémisme/modération, qui organise le discours sur le processus révolutionnaire portugais, passe aussi par le déplacement de la frontière politique qui délimite les opposés. Cette frontière se déplace jusqu'au point où le discours des deux cultures politiques, formellement antagoniques, se réunit dans l'appui à la modération et, surtout, le refus de l'extrémisme. Il y a donc non seulement une mise sous silence mais aussi l'établissement d'un consensus, favorisé par le silence même, autour d'une solution conservatrice : le refus de la révolution.

Bien que l'idée apparaisse dès la campagne électorale d'avril 1975, c'est durant l'été que le Portugal commence à être conçu dans ces journaux comme un pays divisé à plusieurs niveaux : politique, social et, surtout, géographique. La division s'aperçoit dans les nombreuses et très longues assemblées du MFA, comme le décrit l'éditorialiste et sous-directeur de *Arriba*, Gómez Tello³² : « Le Portugal part à la dérive entre le chaos politique dans la capitale et la violence qui commence au nord du pays³³. » Cette situation de chaos et de division est exploitée par ces journaux et tant *ABC* qu'*Arriba* font une couverture spéciale, surtout photographique, des fréquentes actions populaires de la contre-révolution. Par exemple, dans une édition dominicale de *Arriba*, le « Nord » du pays est présenté à travers un reportage de José Cravero intitulé « Le Nord proclame son anticommunisme³⁴ ». Dans *ABC*, l'anticommunisme du « Nord » est présenté positivement : « Le nord lusitanien, libéral, démocratique, réticent et résistant à Salazar a dit qu'il en a assez. Il résiste à la dictature des gauches que les hommes de Cunhal veulent irréversible³⁵. »

L'éditorialiste de la section internationale d'*ABC*, José Javaloyes, explore fréquemment cette idée de division, construisant au long de l'été l'image d'un pays dans lequel deux réalités opposées s'affrontent : « Ce sont deux manières entières et antagoniques de concevoir le changement. Ce sont deux moitiés verticales du pays : la totalitariste et la pluraliste. Et les deux peuvent se superposer et s'unir avec les deux moitiés horizontales : le nord anticommuniste et le sud communiste³⁶. » Il ajoute que la division n'est pas seulement géographique et qu'elle commence à devenir évidente à l'intérieur de l'institution militaire où le crescendo contre-révolutionnaire est visible : « Les armées, au contraire, commencent à se transformer en ingrédient qui s'incorpore à la boule de neige lancée contre ceux qui ont séquestré le 25 avril³⁷. » Selon Javaloyes, le peuple contre-révolutionnaire prétend sauver le processus débuté le 25 avril, un moment lié de manière intrinsèque à la catégorie « peuple », de ses supposés séquestrateurs : le PCP et ses auxiliaires. Étant donné que le PCP, comme nous l'avons vu, est souvent associé aux masses, il est suggéré que le peuple, contre-révolutionnaire, essaie de protéger la révolution contre les masses.

Au nord du pays, le communisme perd du terrain dans le combat mené contre lui par les forces contre-révolutionnaires. Ces dernières commencent à ravir au PCP son avantage : l'organisation des masses dans les rues. Dans cette bataille, les

³² Gómez Tello (1916-2003) a eu une longue carrière, surtout dans la presse officielle du régime, passant par la radio (RNE) et par plusieurs postes de direction dans des organes officiels : sous-directeur de *Arriba*, précisément entre 1974-1975, puis de l'agence Pyresa (1975-1979) et, plus tard, du bunker franquiste, El Alcázar, en 1980, bien après la mort du général Franco. Il a été un soutien du régime, se portant notamment volontaire au sein de la Division Bleue.

³³ J. L. Gómez Tello, « Portugal : entre el caos y la violencia », *Arriba*, 5 août 1975, p. 28.

³⁴ José Cravero, « El norte proclama su anticomunismo », *Arriba dominical*, 24 août 1975, pp. 2-3.

³⁵ José Javaloyes, « Vilanova de Famalicao [sic] », *ABC*, 6 août 1975, p. 14.

³⁶ José Javaloyes, « Lisboa, Helsinki, Praga », *ABC*, 7 août 1975, p. 14.

³⁷ *Ibid.*, p. 14.

communistes sont contraints de battre en retraite et le « peuple » – contre-révolutionnaire – prend le contrôle de la rue : « Le peuple portugais ne reste plus immobile et passif – comme s'il était encore dans le régime antérieur – attendant les décisions de ceux qui monopolisent le changement issu du 25 avril (...). Le taureau est désormais dans la place et le peuple portugais est dans la rue³⁸ », écrit l'éditorialiste d'*ABC*. Cette manière de voir, qui conçoit le peuple comme masses manipulables et manipulées, suggère que, dans le nord, le peuple portugais, s'émancipe d'une vision paternaliste de la politique qui postule sa passivité. Et ce, afin d'expulser la révolution.

Dans cette perspective, pour cet éditorialiste, si la modération ne prend pas le dessus, le conflit ouvert – il y a ici une activation, d'ailleurs fréquente, de la mémoire de la guerre civile espagnole – sera inévitable. Car « le marxisme radical du MFA ne dispose même plus de la rue comme alibi. Les choses semblent arrivées à un point de non-retour. Ou l'ouverture interne à la modération du pouvoir militaire ou le choc, avec toutes ses conséquences, entre la minorité installée et la majorité révoltée³⁹ ». Pendant l'été, le discours d'appui à la légitimité électorale, et donc à la modération, est renforcé par plusieurs stratégies argumentatives, notamment celle utilisée précédemment.

D'une part, la force des chiffres est fréquemment donnée à la majorité issue des élections de 1975. Dans la stratégie argumentative, l'utilisation des chiffres est particulièrement forte car, comme le mentionne Teun van Dijk, « les chiffres sont un dispositif rhétorique qui suggère de la précision et de l'objectivité, et donc de la crédibilité⁴⁰ ». De plus, face aux légitimités en conflit, les nombres appuient la légitimité électorale. Dès lors, les chiffres issus des résultats électoraux⁴¹ sont fréquemment mobilisés car ils démontrent l'évidence de la supériorité de la légitimité électorale. D'autant plus que la légitimité révolutionnaire peut difficilement se traduire en nombre. Et même lorsque c'est le cas – avec les manifestations très populaires –, ces chiffres sont écartés d'un revers de main à partir de l'opposition « peuple », celui qui vote, et « masses », celles qui sont manipulées afin de descendre dans la rue.

D'autre part, à travers la division géographique entre le nord et le sud, un corps est donné à la majorité électorale. Le nord correspond au « peuple ». En associant le peuple et le nord, ce dernier acquiert les caractéristiques du premier. Le peuple est donc naturalisé comme contre-révolutionnaire, comme sujet de la modération et non de la révolution.

³⁸ José Javaloyes, « Vilanova de Famalicao [sic] », *op. cit.*, p. 14.

³⁹ José Javaloyes, « El poder, cercado », *ABC*, 5 août, p. 16.

⁴⁰ Teun van Dijk, « New(s) Racism : A discourse analytical approach », dans Simon Cottle (ed.), *Ethnic Minorities and the Media*, Milton Keynes, Open University Press, 2000, p. 46.

⁴¹ Avec le départ du PS et du PPD du 4^e gouvernement provisoire, les partis qui se maintiennent au gouvernement (PCP et MDP/CDE) ne correspondent qu'à 18 % des voix des élections d'avril 1975. Ce chiffre est opposé à une majorité de 70 % des voix qu'ont rassemblées les partis non représentés au gouvernement (*ABC*). Certains journaux (*La Vanguardia Española*) avancent une majorité de 80 % en évoquant les sièges de ces partis à l'Assemblée. D'autres (*Arriba*) évoquent même une majorité de 84 %, renforçant encore l'effet argumentatif mais arrivant à des pourcentages de 102 %.

La presse espagnole éprouve une grande difficulté pour comprendre et décrire ce qui se passe au Portugal. Il est difficile d'affirmer qu'il y a ici une spécificité espagnole. Il faudrait étudier l'hypothèse selon laquelle ces difficultés sont inhérentes au travail journalistique en lui-même. La focalisation sur les institutions, par exemple, semble être une caractéristique partagée par les autres couvertures journalistiques de l'époque⁴².

Deux facteurs, fortement reliés, expliquent également les limites claires de la couverture de la presse quotidienne : le caractère restreint de la sphère publique, étant donné les exclusions consubstantielles à son existence et l'articulation hégémonique d'une notion de démocratie dans laquelle la légitimité révolutionnaire n'a pas sa place.

En conséquence de ces limites, la presse oublie ou rend invisible plusieurs phénomènes : la réforme agraire, les conflits du travail, les grèves ou certaines revendications comme, par exemple, le droit au divorce civil et la fin du statut d'« enfants illégitimes ». Invisibilités qui ont comme sujets politiques les paysans, les travailleurs et les femmes.

Ces invisibilités, liées aux critères d'exclusion au sein de l'espace public, sont précisément celles qui seraient nécessaires pour aborder tout le processus révolutionnaire qui se déroule au Portugal. C'est l'une des causes des distorsions de cette couverture. Ces limites impliquent également que la couverture soit, en grande partie, focalisée sur la « faction vaincue » du 25 avril : les anciens soutiens de la dictature en particulier et la droite en général, dont le repositionnement au sein de la société portugaise est observé attentivement. Tels sont les centres d'intérêt de la presse espagnole.

L'invisibilité du conflit social – les occupations urbaines et rurales de propriétés privées, les grèves, les campagnes d'épuration, etc. – est généralisée. Néanmoins, la violence qui, parfois, accompagne ces processus est représentée. De cette manière, le conflit social est soit absent soit représenté comme violent. Cette situation résulte, en premier lieu, de la focalisation de la presse espagnole sur les développements institutionnels et de son attachement à la hiérarchie, en partie à cause des caractéristiques de la sphère publique. En second lieu, cette manière de voir découle du fait que le discours dominant s'organise autour de l'antagonisme modération/extrémisme, qui a besoin de la violence comme d'une preuve.

Quand il est dépeint comme une violence, le conflit social laisse place à la peur, active la mémoire de la guerre civile et le cadre de la commémoration des vingt-cinq ans de paix. En effet, les commémorations des vingt-cinq ans de la fin de la guerre civile espagnole, en 1964, ont été un succès dans la transformation de la perception du franquisme. Le régime, qui jusqu'alors était perçu comme un régime de guerre, se mue en unique garantie du maintien de la paix⁴³. Dès lors, le renforcement de l'appui à la modération suscite la peur.

Avec l'absence des conflits du travail et la mise en exergue des épisodes de violence, le peuple portugais est naturalisé et présenté comme conservateur ; c'est un peuple qui

⁴² Cf., par exemple, Marco Gomes, « Para onde vai Portugal ?/Dove va il Portogallo ? A Revolução de Abril na Imprensa Italiana (1974-1976) », thèse de doctorat, universidade de Coimbra, 2014 ; Gilles Rodrigues, « La Révolution des Œillets au Portugal vue par la presse française », *Revue de la Bibliothèque nationale de France*, n° 25, 2007, p. 45-54.

⁴³ Gregorio Morán, *El Cura Y Los Mandarines. Historia No Oficial Del Bosque De Los Letrados*, Madrid, Akal, 2014.

ne désire pas une expérience révolutionnaire, un peuple soucieux de modération et à qui l'expérience révolutionnaire est étrangère et lui est imposée.

En effet, l'usage différencié des concepts de « peuple » et de « masses », tout au long de ce processus révolutionnaire, semble être ce qui résume le mieux l'organisation du discours journalistique qui couvre ces événements. Il structure le discours dominant qui appuie la modération du processus révolutionnaire et refuse la radicalisation et réussit à réorganiser autour de cet axe les discours des cultures politiques formellement opposées. Cela explique pourquoi des hommes politiques comme Manuel Fraga, membre actif du régime franquiste et futur fondateur de l'*Alianza Popular*, ou Joaquín Garrigues Walker⁴⁴, futur ministre du deuxième gouvernement d'Adolfo Suárez, prennent leur distance envers l'expérience portugaise sans pour autant renoncer à l'idée de démocratie qu'elle a formulée. Par exemple, Fraga, après la mort de Franco et tout de suite après les mouvements militaires du 25 novembre 1975, déclare aux journalistes :

« Il me semble que nous devons arriver aux mêmes limites que celles où sont arrivés les autres pays européens, mais sans aller au-delà du socialisme démocratique (...). Néanmoins, les dangers pour le futur de l'Espagne pourront venir, explique plus loin Fraga, de ceux qui pensent choisir le chemin de l'extrémisme et non celui de la modération⁴⁵. »

Les déclarations de Fraga sont une transposition directe au cas espagnol de l'antagonisme déjà établi lors de la révolution portugaise. Ainsi, les actions qui favorisent le discours appelant à la modération sont considérées comme de la responsabilité du peuple portugais : une révolution sans sang, le civisme des premières manifestations, le peuple portugais qui prend ses distances face aux actions révolutionnaires, qui ne sont pas considérées comme son œuvre, mais comme le résultat d'une manipulation partisane des masses.

Traduit par Victor Pereira

L'auteur

Rita Luís est historienne et travaille sur l'histoire des moyens de communication de masse dans le contexte des dictatures ibériques au XX^e siècle. Docteure de l'université Pompeu Fabra de Barcelone, avec une thèse sur le processus révolutionnaire portugais de 1974-1975 dans la presse du franquisme tardif, elle est membre de l'Instituto de História Contemporânea de la Faculdade de Ciências Sociais e Humanas (université Nouvelle de Lisbonne).

Résumé

Le rapport de l'Espagne avec la révolution de 1974-1975 au Portugal a été profondément marqué par la situation dans laquelle se trouvait le régime franquiste : à mi-chemin entre la libéralisation défendue par le secteur technocratique, palpable dans la rhétorique « *aperturista* » (de l'ouverture), et le maintien du *statu quo*, dans le discours « *inmovilista* » opposé. L'information audiovisuelle étant le monopole de

⁴⁴ Joaquín Garrigues, « Fusiles con claveles », *Informaciones – suplemento Informaciones políticas*, 20 décembre 1975, p. 18.

⁴⁵ « Rechazar el inmovilismo y la revolución », *Arriba*, 28 novembre 1975, p. 17.

l'État, la presse écrite était le lieu de l'émergence de la dissension possible à l'intérieur de la sphère publique du régime. Avec les caractéristiques de cette sphère publique, la défense de la modération s'impose comme consensuelle. En ce sens, nous prétendons aborder l'opposition entre les catégories de « peuple » et de « masses » dans le discours dominant de la presse espagnole, car cette opposition définit, dans une certaine mesure, la couverture médiatique du processus révolutionnaire au Portugal.

Mots clés : presse ; franquisme ; Révolution portugaise ; transition.

Abstract

"The Portuguese People Is Counter-Revolutionary": The Perspective of the Spanish Press on the Portuguese Revolution of 1974-1975"

Spain's relationship with the Portuguese Revolution of 1974-75 was profoundly influenced by the situation of the Francoist regime. The latter found itself torn between the technocratic sector's support for liberalization and the associated rhetoric of "*aperturista*" (openness) and the maintenance of the status quo, as reflected in the discourse of *inmovilismo*. Since the state held a monopoly over audio-visual information, the press provided the only possible forum for dissent within the regime's public sphere. Given the latter's characteristics, there was a consensus regarding the need for moderation. In this sense, I consider the contrast – at the time, a recurrent feature of the dominant discourse of the Spanish press – between the "people" and the "masses" as categories. To a certain degree, this contrast defined media coverage of the revolutionary process in Portugal.

Key words : Press ; Francoism ; Portuguese Revolution of 1974-1975 ; Transition.

Pour citer cet article : Rita Luís, « "Le peuple portugais est contre-révolutionnaire." La perspective de la presse espagnole sur la révolution portugaise de 1974-1975 », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr